

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 28 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **METAL RECYCLING SARL**

101 La Renaulière  
ST SULPICE LE VERDON  
85260 Montréverd

Références : D 23.0331

Code AIOT : 0006308074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement METAL RECYCLING SARL implanté ZI de La Chevasse Rue des Auberges - ST SULPICE LE VERDON 85260 Montréverd. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté sur l'évacuation des déchets d'équipement électrique et électronique qui avaient été constatés lors de la visite inopinée du 3 mars 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METAL RECYCLING SARL
- ZI de La Chevasse Rue des Auberges - ST SULPICE LE VERDON 85260 Montréverd
- Code AIOT : 0006308074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société METAL RECYCLING a été autorisée par arrêté préfectoral du 13/10/2015 à exploiter un centre de récupération de pots catalytiques qui sont cisailés afin d'en récupérer la structure interne (nid d'abeille) contenant des divers métaux. Elle réalise également du regroupement et transit de batteries.

Le bâtiment principal a été inspecté lors de cette visite.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Constat de présence ou non de D3E

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - Transit, traitement de D3E	Code de l'environnement du 03/03/2023, article R511-9	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Modalité de gestion des D3E	Code de l'environnement du 29/12/2020, article R543-200-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Rechercher substances per- et polyfluoroalkylées	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1. I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a évacué l'ensemble des déchets d'équipement électrique et électronique qu'il avait pris en charge pour traitement, et a pu justifier de leur évacuation vers une filière habilitée. De ce fait, l'inspection ne propose aucune suite sur cette affaire.

Un échange a été fait au sujet de l'action lancée par le ministère chargé de l'environnement portant sur les l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative - Transit, traitement de D3E

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/03/2023, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R511-9 La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubrique 2711: Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719, le volume susceptible d'être entreposé étant : - Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> : (E) - Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> : (DC)
<b>Constats :</b> Lors d'une inspection précédente, l'inspection avait constaté la présence de déchets d'équipement électriques et électroniques (D3E) sur le site Le volume de D3E qui y était présent ne dépassait pas le seuil de 100 m <sup>3</sup> , mais représentait tout de même une quantité de 9,66 tonnes selon l'état des stocks récupéré en visite.  Lors de l'inspection du 20 juillet 2023, aucun déchet d'équipement électriques et électroniques n'était présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Modalité de gestion des D3E

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2020, article R543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : /

**Prescription contrôlée :**

Article R543-200-1

I. – Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Constats :** Suite à la visite précédente du 3 mars 2023, l'exploitant a évacué l'ensemble des déchets d'équipement électriques et électroniques dont il assurait illégalement la gestion et le démantèlement. Il a justifié que l'entreprise spécialisée (Paprec) qui les a pris en charge disposait bien d'un contrat avec un éco-organisme (Ecosystem).

Cette évacuation, et l'absence de nouveaux D3E, permettent de lever la non-conformité. La société METAL RECYCLING a également détaillé que ces déchets appartenaient à la société ECO METAL EUROPE, même s'ils étaient physiquement sur l'emprise de l'installation classée. Les documents prouvant l'évacuation des D3E sont tous au nom d'ECO METAL EUROPE.

Le courrier et le rapport transmis par l'inspection à la société METAL RECYCLING le 27 avril 2023 suite à la découverte des D3E le 3 mars 2023 auraient dû également être adressés à la société ECO METAL EUROPE, afin de rendre applicable les dispositions de l'article R543-200-1 du code de l'environnement.

De ce fait, l'inspection considère que l'évacuation des D3E lève la non-conformité relevée le 3 mars 2023, et ne donne pas suite aux dispositions de l'article R543-200-1 du code de

l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rechercher substances per- et polyfluoroalkylées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1. I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p><b>Constats :</b> Le site se compose d'un unique bâtiment où sont stockés et traités les déchets. Il n'y a aucun stockage extérieur.</p> <p>Dans un courriel du 26 juillet 2023 adressé à l'inspection, l'exploitant confirme l'absence d'utilisation d'eau dans le process, et apporte des justificatifs concernant l'absence de PFAS dans les pots catalytiques traités sur son site.</p> <p>En conséquence, l'inspection confirme que l'exclusion de l'article 3 sur les eaux pluviales peut s'appliquer (<i>"L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées"</i>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet